

ISSN 1019-0287

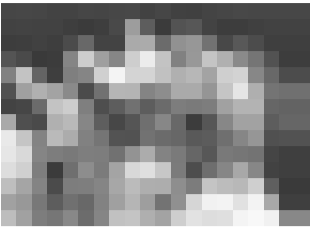
Preis 60,- LUF

18. Mai 2001

erscheint freitags

18/5-27/5/2001

(film/theatre/concert/events)



Parents orphelins

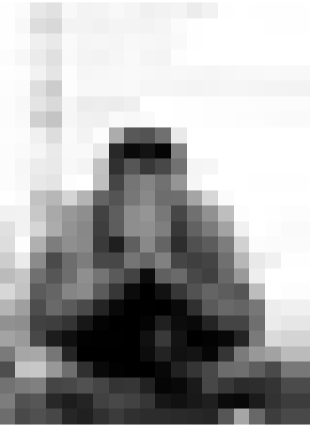
Perdre un enfant au début de sa vie: un choc qui se transforme en un long deuil. Comment peut-on assumer cette douleur, et comment la société peut-elle y fournir un cadre adéquat?

dossier, page 4

Pauvre Italie

Au Circolo, dimanche dernier: ni grappa, ni spumante. Les élections italiennes, vécues par des Italien-ne-s résidant au Luxembourg.

interglobal, page 7



Puppenspieler

Dan Tanson will mit dem Marionetten-Theater-Festival in Esch-Sauer vor allem eines zeigen: Puppentheater ist kein Klamauk, sondern voll Fantasie und Poesie.

magazine, Seite 9

Jazz au Nord

Le programme des "Summerstage Blues and Jazz Days" est alléchant. Le nouveau festival se déroulera le week-end prochain à la superbe scène à l'air libre à Wiltz.

kultur direkt, page 15



Preis: 60 LUF - 1,49 Euros



5 453000 211009

Mineurs s'abstenir



189.413 seringues stériles ont été distribuées au Luxembourg durant l'année 2000. "abrigado Szene-Kontakt" refuse maintenant cette distribution aux mineur-e-s d'âge et ce, contre leurs convictions intimes ...

dès woch, page 3

(Photo: Christian Mosar)

ETAT DE DROIT

L'ordre public est un bien précieux. Luc Frieden, ministre de la Justice, l'invoque pour justifier tout et n'importe quoi. En vérité il s'agit d'imposer un ordre conservateur et inégalitaire.

Un commentaire de
Raymond Klein

De tout temps, l'argument de l'ordre public a été mis en avant par des hommes et femmes politiques, afin de combattre des idées et des mouvements nouveaux, qui ne leur convenaient pas. Et cet argument a été volontiers repris par des citoyen-ne-s qui se sentaient menacé-es par des changements de société. A défaut d'autres perspectives, ils/elles se sont alors accroché-es à ce mythique ordre, sans que cela soit forcément dans leur intérêt. Luc Frieden n'est donc pas seul. D'ailleurs il ne manque pas d'évoquer les nombreuses lettres qu'il reçoit - la "vox populi" lui demandant de faire régner l'ordre. Mais de quel ordre s'agit-il?

A une question sur les mariages homosexuels contractés à l'étranger, Luc Frieden a répondu qu'ils ne sauraient être reconnus, étant contraires à l'ordre public. Bien entendu, il a étayé cette affirmation de constructions juridiques hasardeuses. Cela n'en a pas moins été perçu comme signe d'une vision du monde faisant preuve

d'un conservatisme moral extrême. Ce qui est le plus gênant, c'est qu'ici, comme dans la législation sur la drogue, l'ordre n'a de public que le nom. Il est dérivé de convictions privées imposées comme norme à l'ensemble de la société.

L'ordre conservateur aime s'abriter derrière des arguments juridiques et de procédure. Ainsi Luc Frieden a décidé que l'usage de faux papiers par des immigré-es constitue un délit tellement grave, qu'ils/elles doivent être exclu-es de la procédure de régularisation. Et, de concert avec le reste du gouvernement, il laisse se débrouiller seule-es ceux et celles parmi les immigré-es qui sont éligibles, mais dont les passeports sont périmés. Leur tâche: les renouveler auprès de leurs ambassades. Une procédure compliquée, coûteuse, dépendante de la bonne volonté du pays d'origine... et surtout longue - alors qu'ils n'ont que deux mois. Après, tant pis pour eux, ils/elles seront expulsé-es - ce

sera dans l'ordre des choses. Les ministres prétendront avoir tout fait, mais ... On imagine déjà les lettres du genre: "Merci, Monseur Frieden, d'avoir été si habile, d'avoir réussi à en renvoyer autant ..."

Luc Frieden prétend qu'on l'accuse à tort de tous les maux. Concédonsons-lui que ses collègues ministres profitent du fait qu'il endosse régulièrement le rôle du méchant pour minimiser leur responsabilités respectives et collectives. Il n'est pas seul, disons-nous - surtout quand il s'agit de mettre la notion d'ordre public au service d'un traitement inégalitaire.

Que dire d'un Etat qui, en matière de liberté d'opinion, ouvre des enquêtes contre des militants politiques pour crime de lèse-ministre - les affichettes de "déi Lénk"? Un Etat qui voudrait criminaliser des militant-es des droits humains pour s'être introduit-es sur l'aire de décollage du Findel et y avoir manifesté pacifiquement contre une expulsion? Mais qui traîne des pieds quand il s'agit, par exemple, de tirer au clair le comportement violent des "gardiens de l'ordre" lors de l'affaire de Marnach?

Décidément la manière de faire régner l'ordre est forte-

ment sélective. Faux papiers chez les immigré-es? Pas de pitié, c'est le châtiment suprême: le renvoi. Fraudes des patron-ne-s, faisant travailler au noir ces mêmes immigré-es et, souvent, les exploitant outrageusement? On passe l'éponge, on remet les pendules à zéro.

L'ordre public est un bien tellement précieux qu'en cas de doute, il convient de trancher "contre l'accusé". Ainsi un Tunisien a été expulsé l'année dernière, parce qu'il avait des liens familiaux avec le preneur d'otages de Wasserbillig. Un Algérien débouté a été renvoyé en Algérie, où sa vie est menacée, sur base de vagues soupçons et parce que - devinez - il mettait en danger l'ordre public.

Un autre type de désordre, celui de la criminalité financière, inquiète bien moins nos gouvernant-es. Un réseau d'amitiés et de services rendus et des bataillons d'avocat-es aident à ce que le bénéfice du doute soit valable dans ce domaine-là. A l'abri dans leurs tours de métal et de verre, devant lesquelles patrouillent les gardien-ne-s de l'ordre, les criminel-le-s en col blanc ont toujours bénéficié du laxisme de l'Etat luxembourgeois.